

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/44371]

9 DECEMBRE 2020. — Décret portant confirmation de divers arrêtés de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française en matière d'enseignement obligatoire conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 et portant modification des arrêtés de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française n° 33 du 18 juin 2020 relatif à l'aménagement du calendrier des évaluations externes non certificatives pour l'année scolaire 2020-2021 dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 et n° 34 du 18 juin 2020 dérogeant à certaines dispositions relatives au pilotage du système éducatif dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. L'arrêté de pouvoirs spéciaux n°5 du Gouvernement de la Communauté française du 23 avril 2020 permettant de déroger au prescrit de certaines règles statutaires relatives aux personnels de l'enseignement et des Centres psycho-médico-sociaux dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 octroyant les pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 2. L'arrêté de pouvoirs spéciaux n°10 du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2020 relatif aux modalités d'inscription en première année commune de l'enseignement secondaire ordinaire pour la rentrée scolaire 2020-2021 est confirmé, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret.

Art. 3. L'arrêté de pouvoirs spéciaux n°23 du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 2020 relatif à l'annulation des évaluations externes certificatives dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret.

Art. 4. L'arrêté de pouvoirs spéciaux n°24 du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 2020 relatif à la sanction des études dans l'enseignement secondaire ordinaire dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret.

Art. 5. L'arrêté de pouvoirs spéciaux n°25 du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 2020 relatif aux recours contre les décisions des Conseils de classe dans l'enseignement secondaire ordinaire et dans l'enseignement spécialisé de forme 3 et de forme 4 dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret.

Art. 6. L'arrêté de pouvoirs spéciaux n°29 du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 2020 rendant applicable le congé parental corona aux membres du personnel de l'enseignement et des Centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française est confirmé, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret.

Art. 7. L'arrêté de pouvoirs spéciaux n°30 du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 2020 dérogeant à l'article 4*bis*, § 3, du décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement pour l'année scolaire 2020-2021 dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret.

Art. 8. L'arrêté de pouvoirs spéciaux n°32 du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 2020 dérogeant à certaines dispositions relatives à l'organisation des jurys de l'enseignement secondaire ordinaire est confirmé, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret.

Art. 9. § 1^{er}. L'arrêté de pouvoirs spéciaux n°33 du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 2020 relatif à l'aménagement du calendrier des évaluations externes non certificatives pour l'année scolaire 2020-2021 dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret.

§ 2. L'article 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'article 8, § 1^{er} et § 2, alinéa 2, premier tiret, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, le cycle triennal des évaluations externes non certificatives est suspendu durant l'année scolaire 2020-2021. La première année du cycle triennal est l'année scolaire 2021-2022. »

Art. 10. § 1^{er}. L'arrêté de pouvoirs spéciaux n°34 du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 2020 dérogeant à certaines dispositions relatives au pilotage du système éducatif dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret.

§ 2. Dans le même arrêté de pouvoirs spéciaux, les modifications suivantes sont introduites :

1° A l'article 3, il est inséré un deuxième alinéa rédigé comme suit : « Par dérogation à l'article 1.5.2-1, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, en ce qui concerne les écoles qui doivent transmettre leur plan de pilotage au délégué au contrat d'objectifs en 2021, le délai est reporté entre le 1^{er} janvier et le 30 avril 2022. »

2° L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Par dérogation à l'article 1.5.2-6, alinéa 2, du Code, les écoles qui doivent transmettre un plan de pilotage en 2020 le mettent en œuvre au plus tard le 1^{er} septembre 2021. »

Art. 11. L'arrêté de pouvoirs spéciaux n°35 du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 2020 dérogeant à diverses dispositions relatives à l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, section soins infirmiers dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret.

Art. 12. L'arrêté de pouvoirs spéciaux n°36 du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 2020 dérogeant à certaines dispositions du décret 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret.

Art. 13. L'arrêté de pouvoirs spéciaux n°37 du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 2020 dérogeant à l'article 8, alinéa 10, d), de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement relatif au choix pour un cours de religion ou un cours de morale non confessionnelle, ou pour la dispense pour l'année scolaire 2020-2021 est confirmé, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret.

Art. 14. L'arrêté de pouvoirs spéciaux n°38 du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 2020 relatif à la dérogation au délai prescrit dans le cadre du passage automatique de l'intégration temporaire totale vers l'intégration permanente totale ainsi qu'aux règles de comptage ainsi qu'aux internats, homes d'accueil et homes d'accueil permanent est confirmé, conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du même décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 9 décembre 2020.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

Session 2020-2021

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 167-1. — Amendements en séance, n° 167-2. — Texte adopté en séance plénière, n° 167-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 9 décembre 2020.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/44371]

9 DECEMBER 2020. — Decreet houdende bekrachtiging van diverse besluiten van bijzondere machten van de Regering van de Franse Gemeenschap inzake het leerplichtonderwijs overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de gezondheids crisis van COVID-19 en tot wijziging van de besluiten van bijzondere machten van de Regering van de Franse Gemeenschap n. 33 van 18 juni 2020 betreffende de aanpassing van het tijdschema van de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden voor het schooljaar 2020-2021 in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis en nr. 34 van 18 juni 2020 houdende afwijking van enkele bepalingen betreffende de sturing van het onderwijsstelsel in het kader van de COVID-gezondheids crisis-19

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het besluit van bijzondere machten nr. 5 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 april 2020 waarbij wordt toegestaan dat in het kader van de gezondheids crisis van COVID-19 wordt afgeweken van het voorschrift van bepaalde statutaire bepalingen inzake onderwijzend personeel en psycho-medisch-sociale centra, wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de gezondheids crisis van COVID-19.

Art. 2. Het besluit van bijzondere machten nr. 10 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 2020 betreffende de nadere regels voor de inschrijving in het eerste gemeenschappelijke jaar van het gewoon secundair onderwijs voor het begin van het schooljaar 2020-2021 wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet.

Art. 3. Het besluit van bijzondere machten nr. 23 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2020 betreffende de annulering van de externe proeven die met een getuigschrift bekrachtigd worden in het kader van de COVID-19-crisis, wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet.

Art. 4. Het besluit van bijzondere machten nr. 24 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2020 betreffende de bekrachtiging van studies in het gewoon secundair onderwijs in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet.

Art. 5. Het besluit van bijzondere machten nr. 25 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 2020 betreffende de beroepen tegen de beslissingen van de klassenraden in het gewoon secundair onderwijs en in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 en van vorm 4 in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet.

Art. 6. Het besluit van bijzondere machten nr. 29 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 2020 waarbij het « corona-ouderschapsverlof » van toepassing wordt op de leden van het onderwijzend personeel en de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet.

Art. 7. Het besluit van bijzondere machten nr. 30 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 2020 tot afwijking van artikel 4bis, § 3, van het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het onderricht in een taal via onderdompeling en verschillende maatregelen inzake onderwijs in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet.

Art. 8. Het besluit van bijzondere machten nr. 32 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 2020 houdende afwijking van sommige bepalingen inzake de organisatie van de examencommissies in het gewoon secundair onderwijs wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet.

Art. 9. § 1. Het besluit van bijzondere machten nr. 33 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 2020 betreffende de aanpassing van het tijdschema van de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden voor het schooljaar 2020-2021 in het kader van de COVID-19- gezondheidscrisis wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet.

§ 2. Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van artikel 8, § 1 en § 2, tweede lid, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, wordt de driejaarlijkse cyclus van de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden, tijdens het schooljaar 2020-2021 geschorst. Het eerste jaar van de driejaarlijkse cyclus is het schooljaar 2021-2022. »

Art. 10. § 1. Het besluit van bijzondere machten nr. 34 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 2020 houdende afwijking van enkele bepalingen betreffende de sturing van het onderwijsstelsel in het kader van de COVID-gezondheidscrisis-19, wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet.

§ 2. In hetzelfde besluit van bijzondere machten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In artikel 3 wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt : « In afwijking van artikel 1.5.2-1, tweede lid, van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, wat betreft de scholen die hun sturingsplan aan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomsten in 2021 moeten toesturen, wordt de termijn uitgesteld tussen 1 januari en 30 april 2022».

2° Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van artikel 1.5.2-6, tweede lid, van het wetboek, voeren de scholen die in 2020 een sturingsplan moeten indienen dit uiterlijk op 1 september 2021 uit. »

Art. 11. Het besluit van bijzondere machten nr. 35 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 2020 houdende afwijking van diverse bepalingen met betrekking tot het aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verpleegkunde in het kader van de COVID-19 gezondheidscrisis, wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet.

Art. 12. Het besluit van bijzondere machten nr. 36 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 2020 houdende afwijking van enkele bepalingen van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap in het kader van de COVID-gezondheidscrisis-19, wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet.

Art. 13. Het besluit van bijzondere machten nr. 37 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 2020 tot afwijking van artikel 8, lid 10, d), van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving met betrekking tot de keuze van de cursus godsdienst of niet-confessionele zedenleer of van de vrijstelling voor het schooljaar 2020-2021, wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet.

Art. 14. Het besluit van bijzondere machten nr. 38 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 2020 waarbij afgeweken kan worden van de termijn voorgeschreven in het kader van de automatische overgang van de volledige tijdelijke integratie naar de volledige permanente integratie alsook van de tellingsregels die van toepassing zijn op de scholen van het gespecialiseerd onderwijs alsook op de internaten, opvangtehuizen en permanente opvangtehuizen, wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van hetzelfde decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 december 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op " Wallonie-Bruxelles Enseignement",

Fr. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 167-1. — Vergaderingsamendementen nr. 167-2. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 167-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 9 december 2020.